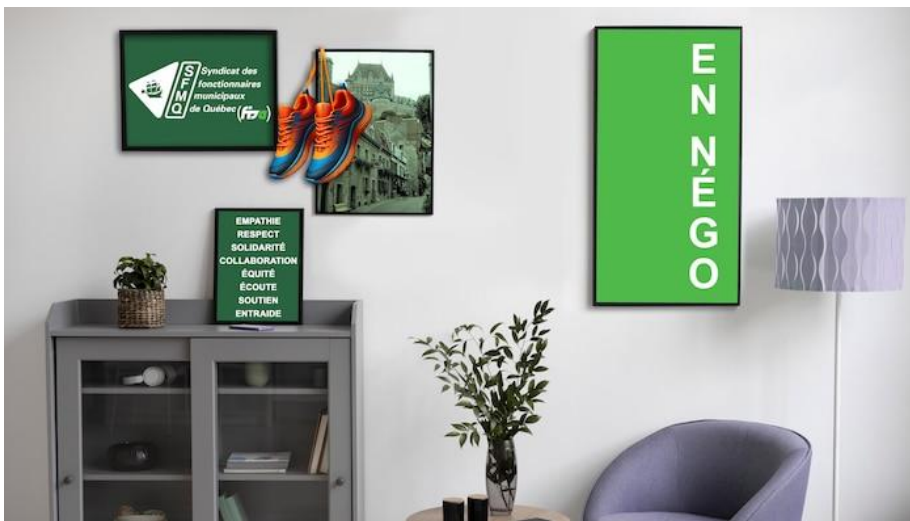


Les cols blancs de Québec ouvrent discrètement la porte à des moyens de pression



Ouvrir en mode plein écran

Exemple de fond d'écran proposé par le syndicat des fonctionnaires municipaux de la Ville de Québec à ses membres.

Radio-Canada a appris que le syndicat des fonctionnaires de la Ville de Québec change de stratégie en raison des négociations qui piétinent.

La grogne des cols blancs se fait de plus en plus sentir à la table de négociation. Selon nos informations, le président, Réal Pleau, et la vice-présidente du syndicat n'ont pas assisté aux séances prévues au calendrier de négociations depuis trois semaines. On évoquerait le manque de volonté de la partie patronale de faire avancer les choses.

Le Syndicat des fonctionnaires municipaux de la Ville de Québec (SFMQ) est demeuré plutôt discret depuis le début du processus, refusant de négocier sur la place publique. Avant de passer à des moyens de pression plus musclés, comme le recours à la grève, les cols blancs lancent une action de visibilité. Dans les dernières

heures, le président du syndicat a ajouté une nouvelle signature dans ses courriels. On peut lire, sous son nom, l'inscription suivante : Fonctionnaire sans contrat de travail.



Ouvrir en mode plein écran

Le président du Syndicat des fonctionnaires municipaux de Québec, Real Pleau.

PHOTO : RADIO-CANADA

On peut lire ensuite : Les espadrilles ont pour but de propulser vers l'avant, et non de reculer!, en référence aux espadrilles du maire Bruno Marchand. Le message se termine par la phrase suivante : Attirer de nouveaux employés c'est bien, mais retenir les employés en place, c'est mieux.

Les syndiqués sont invités à ajouter cette inscription dans leur propre signature en guise de solidarité. Ils sont également invités à ajouter un fond d'écran sur lequel on voit l'expression en négo et des espadrilles bien en vue lors de leurs rencontres virtuelles au travail.

Changement de ton

Ce geste démontre une fois de plus que les négociations sont mal parties avec les différents groupes syndicaux et l'administration Marchand. Ce changement de ton chez les fonctionnaires témoigne d'un climat de mécontentement qui commence à prendre de l'ampleur.

Parmi les autres groupes, le syndicat des employés manuels de la Ville de Québec a obtenu un [mandat de grève](#) à exercer au moment jugé opportun. Il vient aussi de lancer une campagne de publicité dans différentes radios de la capitale dans laquelle on rappelle que si Québec est une ville digne de cartes postales, c'est en raison du travail des employés manuels. Les cols bleus de Québec sont encore fidèles au poste

pour assurer l'entretien de notre belle ville et on veut que ça dure!, peut-on entendre.

Cela s'ajoute à la demande de la Ville d'avoir recours à un médiateur dans ses négociations avec la Fraternité des policiers et policières de la Ville de Québec afin de faciliter les échanges et favoriser une cadence plus soutenue en ce qui a trait aux échanges entre les parties dans le but d'en arriver à une entente négociée, expliquait-on dans un récent communiqué.

Les négociations entourant les salaires sont sur le point de commencer avec les cols blancs. La Ville propose des hausses de 13 % au cours des 5 prochaines années, avec une augmentation de 4 % dès la première année. La proposition a fait grand bruit lorsque rendu publique en février dernier et a laissé les syndicats sur leur appétit.

Pas de vacances pour les négos dans les biblios

Par Émilie Pelletier, Le Soleil

21 mai 2024 à 20h33

Si les discussions avec les employés en grève des bibliothèques devaient s'étirer jusqu'à l'été, le syndicat et l'Institut canadien de Québec ne prendront pas de vacances à la table de négociations, a promis le maire de Québec mardi.

Cela vaut aussi pour les autres négociations en cours à la Ville de Québec. «L'été n'est pas une pause où on marque un arrêt», maintient-il.

Plus tôt dans la journée, le chef de l'opposition officielle avait partagé les inquiétudes de syndiqués, craignant une fermeture des bibliothèques pour tout l'été, à défaut d'une entente avant le 24 juin.

«Ce qu'il vous a dit, c'est pure rumeur. La Ville va continuer d'être disponible pour appuyer l'ICQ. Le but, c'est de régler avant, mais il n'y a pas d'ultimatum, c'est une invention complète», a réfuté Bruno Marchand.

Syndiqués au conseil

Plus de deux mois et demi après le début de la grève dans les bibliothèques, plusieurs syndiqués ont maintenu la pression entre les murs de l'hôtel de ville, sommant l'administration Marchand se s'impliquer et de contribuer à régler le conflit.

Plusieurs employés en grève ont assisté à la séance du conseil municipal de mardi.

Questionné à plusieurs reprises, le maire Bruno Marchand a martelé que la négociation se déroule entre le syndicat (TUAC et l'ICQ).

«La Ville souhaite que le conflit en vienne à un règlement. La Ville est en appui, mais elle n'est pas à la table. Et évidemment parce qu'il y a un tiers, ce n'est pas à la Ville de négocier.»